



Groupe de contact international pour la région des Grands Lacs Déclaration diplomatique

La Belgique, le Danemark, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique, en leur qualité de membres du Groupe de contact international pour la région des Grands Lacs (ICG/GCI), présidé par la Suède, publient la déclaration suivante concernant la situation dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC):

Le Groupe de contact international pour la région des Grands Lacs exprime sa profonde préoccupation face aux violations continues et récentes dans l'est de la RDC du cessez-le-feu consacré par la signature des Accords de Washington le 4 décembre 2025, ainsi que par l'engagement pris à Doha le 19 juillet 2025 en faveur d'un cessez-le-feu permanent et d'une cessation permanente des hostilités. Ces violations qui incluent l'utilisation de drones dans des attaques militaires, représentent également un risque important pour les populations civiles. Toutes les parties concernées doivent réaffirmer de toute urgence et sans équivoque leur engagement à cesser les hostilités et à revenir à la table des négociations.

Il ne peut y avoir de solution militaire au conflit.

Nous exhortons toutes les parties à mettre pleinement en œuvre les obligations et les engagements pris dans le cadre des Accords de Washington et du processus de Doha, ainsi qu'à se conformer aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, notamment les résolutions 2773 et 2808, et à respecter pleinement l'intégrité territoriale. Le GCI salue la médiation en cours du médiateur nommé par l'Union africaine, Faure Gnassingbé, Président du Conseil de la République du Togo, ainsi que du Panel des facilitateurs, de même que la médiation cruciale menée par les États-Unis et le Qatar. Nous saluons les efforts du Qatar, de la CIRGL et de la MONUSCO visant à établir un mécanisme de suivi et de vérification du cessez-le-feu. Nous rappelons l'importance de créer les conditions d'un dialogue inter-congolais inclusif réunissant toutes les parties prenantes congolaises – élément indispensable à une paix durable en RDC – et saluons les consultations entreprises par la République d'Angola.

Nous sommes prêts à soutenir ces efforts.

Le GCI appelle toutes les parties à honorer leurs obligations s'agissant du respect du droit international humanitaire et à garantir un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave, afin de permettre l'acheminement d'une aide essentielle aux personnes qui en ont besoin. Nous saluons les avancées positives, telles que les engagements pris par les gouvernements et les acteurs de la région visant à améliorer et faciliter l'accès humanitaire, notamment à la suite de la visite de la Commissaire européenne Lahbib; la réouverture de la frontière entre la RDC et le Burundi ; et l'utilisation de l'aéroport de Goma lors de la récente visite de la Cheffe de la MONUSCO et Représentante spéciale par interim du Secrétaire général, van de Perre à Goma, ce qui devrait conduire à la réouverture durable de l'aéroport aux vols humanitaires.

Le GCI appelle, en outre, les parties à mettre fin à toute incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence, y compris à l'encontre des minorités rwandophones, ainsi qu'à toute autre action mettant gravement en danger les populations civiles et la cohésion sociale.

government.se: [Statement of the International Contact Group for the Great Lakes \(ICG\) on the situation in the eastern Democratic Republic of the Congo \(DRC\) - Government.se](#)